

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 MARS 1904.

PROJET DE LOI MODIFIANT LA PROCÉDURE EN MATIÈRE DE DIVORCE.

EXPOSE DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations est, à quelques retouches près, l'œuvre de la Commission spéciale chargée de l'étude des mesures propres à assurer la prompte expédition des affaires judiciaires (1).

Il apporte aux règles de la procédure actuellement suivie dans les instances en matière de divorce deux modifications principales :

1° Au lieu de se faire comme aujourd'hui, en vertu de l'article 253 du Code civil, devant le tribunal, les enquêtes seront reçues par un juge commis.

2° Après leur première comparution devant le Président du tribunal et faute de se réconcilier, les époux se verront imposer une période d'épreuve de six mois avant de pouvoir poursuivre la procédure.

L'idée de décharger les tribunaux d'une partie de leur tâche actuelle en faisant recevoir les enquêtes en divorce par un juge commis, à l'instar de la procédure suivie dans les affaires ordinaires, n'est pas nouvelle.

Une réforme en ce sens fit l'objet d'un premier projet de loi dû à l'initiative du Gouvernement et déposé sur le Bureau de la Chambre le 5 avril 1892, puis, le 30 juin 1896, d'une proposition de loi émanant de MM. Heuse, Théodor et Magnette.

(1) La Commission est composée de MM. VAN ISEGHEM, conseiller à la Cour de Cassation, président, CHARLES, conseiller à la Cour d'Appel de Bruxelles; SERVais, avocat général près la Cour d'Appel de Bruxelles; STEYAERT, président du tribunal civil de Gand; HUYTTENS DE TERDECQ, procureur du Roi à Liège; CAMPION, juge de paix à Bruxelles; VAN DIEVOET, avocat à la Cour de Cassation; REMY, directeur général au Ministère de la Justice, et DE LANNON, chef du bureau de la Statistique, secrétaire.

Ces projets disparurent de l'ordre du jour avant d'avoir été discutés, par l'effet des dissolutions successives; mais le Sénat, à son tour, fut saisi de la question, le 24 mars 1898, par le dépôt d'une nouvelle proposition émanant de MM. E. Picard et Bara.

La Commission de la justice lui fit un accueil favorable et son rapport contient sur l'utilité de la proposition des considérations qui n'ont rien perdu de leur valeur.

« Le Code civil, lit-on dans ce rapport, a organisé un mode particulier » d'instruction, en chargeant le tribunal saisi de l'action en divorce, du » devoir d'entendre les dépositions des témoins, qui sont rédigées par écrit » et dont il est tenu procès-verbal.

» Les inconvénients de cette procédure ont été signalés depuis longtemps; » tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il est déplorable de voir des » Chambres entières d'un tribunal occupées des soins et des soucis d'un » devoir d'instruction qui peut s'accomplir avec toutes les garanties dési- » rables devant un seul magistrat assisté du greffier. La présence de trois » juges est bien inutile, puisque les deux assesseurs du président de la » Chambre ont un rôle passif.

» Le temps de ces deux magistrats pourrait être consacré d'une façon » plus utile à l'administration de la justice. »

La proposition fut néanmoins repoussée par le Sénat, non que celui-ci en méconnut les avantages pratiques au point de vue de la bonne marche des services judiciaires, mais pour des considérations relatives à l'état général de notre législation sur le divorce.

Du débat dont la proposition de MM. E. Picard et Bara fut l'occasion plutôt que l'objet, il résulte, en effet, que la haute assemblée, frappée de l'inquiétante progression du nombre des demandes en divorce depuis quelques années et de sa diffusion au sein des classes laborieuses, estimait qu'il convenait de combiner la réforme de la procédure sur les enquêtes avec l'adoption de mesures propres à prévenir les divorces inconsidérés, fruits d'un accès de dépit ou de sentiments d'irritation que le temps peut apaiser.

M. le Représentant Destree a déposé le 5 avril 1901 sur le Bureau de la Chambre une proposition de loi analogue à celle de MM. Picard et Bara. Elle est soumise en ce moment à l'examen d'une Commission spéciale (*).

Le Gouvernement estime qu'il importe, dans l'intérêt de l'administration de la justice, de revenir au droit commun et de faire entendre les témoins par un juge commis par le tribunal. D'autant plus que souvent aujourd'hui parmi les magistrats appelés à se prononcer sur le divorce on ne retrouve qu'un seul de ceux qui ont siégé lors de l'enquête.

Mais le Gouvernement est également d'avis qu'il est nécessaire d'éviter une procédure expéditive qui livrerait les époux à des entraînements passagers et ne leur laisserait pas le temps de peser avec le calme et la maturité désirables les conséquences irréparables du procès dans lequel ils s'engagent.

Telle est la raison qui motive la seconde modification importante apportée à la procédure actuelle par le projet.

(*) Commission spéciale : MM. De Coëq, Dohet, Harmignie, Hymans, Denis, Raemdonck, Mabille.

Dorénavant quand l'essai de conciliation devant le président, prévu par l'article 259 du Code, n'aura pas abouti à un rapprochement, une période d'attente de six mois sera imposée aux époux, en vertu de la loi, avant tout acte subséquent de procédure. Ce délai légal ne pourra être abrégé que par ordonnance motivée du président, rendue sur la demande de l'une des parties et quand elle invoquera des raisons d'un caractère impérieux. En aucun cas il ne pourra être réduit à une durée inférieure à deux mois.

Il paraît suffisant d'exiger, pour la généralité des cas, un temps d'épreuve et de réflexion de six mois : si après ce délai les dissentiments persistent, c'est qu'ils sont dus probablement à des causes profondes, où l'irréflexion de l'entraînement n'entre plus pour une part notable.

Les autres dispositions contenues dans le projet sont d'importance plus accessoire et se rattachent aux deux points déjà signalés.

Pendant le temps d'épreuve il peut y avoir lieu de statuer sur la garde des enfants, sur la résidence provisoire des époux et sur les demandes en pension alimentaire.

L'on ne peut songer à recourir pendant cette période à l'application des articles 267 et suivants du Code civil. Aussi le projet confère-t-il au président la mission de statuer sur ces demandes pendant toute la durée du temps d'épreuve.

L'ordonnance abrégant ce temps et les décisions sur les demandes provisoires ne sont pas susceptibles d'appel. Le président connaît les dispositions des parties, il est le meilleur juge de la question de savoir si la réconciliation des époux a des chances de succès.

A raison du caractère éminemment provisoire des décisions prises par le président sur la résidence des époux, la garde des enfants et la pension alimentaire, l'on peut dire que l'intérêt en litige n'est pas suffisamment élevé pour qu'il faille accorder aux parties la faculté d'interjeter appel. Il importe, au surplus, de ne pas multiplier sans une réelle utilité les voies de recours.

En matière de divorce les demandes provisoires s'introduisent par assignation; il y a lieu de maintenir cette procédure devant le président.

Deux dispositions relatives à la tenue des enquêtes doivent également retenir un instant l'attention. Dans le droit actuel les enquêtes reçues par un juge commis se font hors de la présence du ministère public, tandis que cette présence est requise pour les enquêtes en divorce. Tout ce qui touche à cette matière délicate est considéré par le Code comme d'ordre public et aucune innovation à cet égard ne doit résulter du présent projet. C'est pourquoi l'article 253 maintient la présence du ministère public aux enquêtes.

Le même article donne au juge la faculté de confronter les témoins, faculté qui ne lui était pas reconnue jusqu'ici. Elle est de règle en matière répressive et son emploi peut être très utile en matière de divorce où fréquemment les témoins sont en désaccord ou paraissent l'être sur des points importants.

Le Ministre de la Justice,

J. VAN DEN HEUVEL.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

LEOPOLD II,

ROI DES BELGES,

KONING DER BELGEN,

A tous présents et à venir, Salut :

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Onze Minister van Justitie is belast met in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

ARTICLE UNIQUE.

EENIG ARTIKEL.

L'article 250 du Code civil est abrogé.

Artikel 250 van het Burgerlijk Wetboek is ingetrokken.

Les articles 259, 252, 255 et 256 du même Code sont remplacés par les dispositions suivantes :

De artikelen 259, 252, 255 en 256 van hetzelfde Wetboek zijn door de volgende bepalingen vervangen :

ART. 259. — Au jour indiqué, le juge fera aux deux époux, s'ils se présentent, ou au demandeur s'il est seul comparant, les représentations qu'il croira propres à opérer un rapprochement.

ART. 259. — Ten gestelden dage houdt de rechter den echtgenooten, indien beiden zich aanbieden, of den eischer, indien hij alleen verschijnt, zoodanige bedenkingen voor, als hij gepast oordeelt om eene toenadering tot stand te brengen.

S'il ne peut y parvenir, une période d'épreuve de six mois sera imposée aux époux. Toutefois le juge pourra, sur la demande de l'un d'eux faite séance tenante, abréger cette période par une ordonnance motivée, sans néanmoins pouvoir la réduire à une durée inférieure à deux mois.

Zoo hij daarin niet gelukt, wordt den echtgenooten een proeftijd van zes maanden opgelegd. Evenwel kan de rechter, op dadelijk door een hunner gedaan verzoek, dien proeftijd door een gemotiveerd bevel verkorten, zonder hem nogtans tot minder dan twee maanden te mogen verminderen.

A la date fixée par le juge, les parties ou le demandeur se présenteront de nouveau devant lui; s'il ne parvient pas à opérer un rapprochement, il en dressera procès-verbal et ordonnera la communication de la demande et des pièces au ministère public et le référé du tout au tribunal.

Op den door den rechter gestelden dag, bieden de partijen of de eischer zich opnieuw vóór hem aan; gelukt de rechter er niet in eene benadering tot stand te brengen, dan maakt hij daarvan proces-verbaal op en beveelt de mededeeling van den eisch en de stukken aan het openbaar ministerie en het verslag over het geheel aan de rechtbank.

Le juge pourra statuer, pour la durée du temps d'épreuve, sur la résidence provisoire des époux, la garde des enfants et les demandes en pension alimentaire.

Les décisions prises par le juge en vertu du présent article ne sont pas susceptibles d'appel.

Les demandes provisoires sont introduites par assignation.

ART. 252. — Tout jugement qui admettra une preuve testimoniale contiendra la nomination du juge devant qui l'enquête sera faite et dénommera les témoins qui seront entendus.

ART. 253. — Les dépositions des témoins seront reçues à huis clos par le juge commis, en présence du ministère public, des parties et de leurs conseils ou amis, jusqu'au nombre de trois de chaque côté.

Le juge commis pourra confronter les témoins soit d'office, soit à la requête d'une des parties.

Les enquêtes se feront suivant les règles prescrites au titre XII, livre II, 1^{re} partie, du Code de procédure civile, relatif aux enquêtes, à moins qu'il n'y soit dérogé par les dispositions du présent chapitre.

ART. 256. — Après la clôture des deux enquêtes ou de celle du demandeur si le défendeur n'a pas produit de témoins, la partie la plus diligente poursuivra l'audience sur un simple acte. Le tribunal renverra les parties à l'audience publique, dont il indiquera le jour et l'heure; il ordonnera la communication de la procédure au ministère public et commettra un rapporteur. Cette ordonnance sera signifiée au défendeur, à la requête du demandeur, dans le délai qu'elle aura déterminé.

Disposition transitoire.

Les instances en divorce dans lesquelles la comparution personnelle des parties

Voor den duur van den proeftijd kan de rechter beslissingen treffen wat aangaat de tijdelijke verblijfplaats der echtgenooten, de hoede der kinderen en de aanvragen om uitkeering tot onderhoud.

De door den rechter krachtens dit artikel getroffen beslissingen, zijn niet vatbaar voor hooger beroep.

De voorloopige aanvragen worden bij dagvaarding gedaan.

ART. 252. — In alle vonnis dat bewijs door getuigen toelaat, wordt de rechter benoemd vóór welken het onderzoek zal plaats hebben en worden de te hooren getuigen vermeld.

ART. 253. — De verklaringen der getuigen worden met gesloten deuren ontvangen door den aangestelden rechter in de aanwezigheid van het openbaar ministerie, van de partijen en van hare raden of vrienden, tot een getal van drie van weerskanten.

De aangestelde rechter mag de getuigen tegenover elkander stellen hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van eene der partijen.

De onderzoeken geschieden volgens de regelen gesteld in titel XII, boek II, 1^{ste} deel, van het Wetboek van Burgerlijke rechtspleging, betreffende de onderzoeken, tenzij door de bepalingen van dit kapittel daarvan afgeweken zij.

ART. 256. — Na het sluiten van beide onderzoeken of van dat van den eischer, indien de verweerder geene getuigen heeft voorgebracht, wordt door de meest gereede partij op eene eenvoudige akte het geding voortgezet. De rechtbank verwijst de partijen naar de openbare terechtzitting waarvan zij dag en uur bepaalt; zij beveelt de mededeeling der stukken van het geding aan het openbaar ministerie en stelt een verslaggever aan. Dit bevel wordt binnen den daarin bepaalden tijd op aanvraag van den eischer aan den verweerder beteekend.

Overgangsbepaling.

Op de eischen tot echtscheiding waarin de persoonlijke verschijning van partijen

devant le tribunal a eu lieu, ne seront pas soumises aux dispositions de la présente loi.	vóór de rechtbank reeds geschied is, zijn de bepalingen van de tegenwoordige wet niet van toepassing.
--	---

Disposition spéciale.

La présente loi ne sera obligatoire que le
soixantième jour après celui de sa publi-
cation.

Donné à Laeken, le 14 mars 1904.

Bijzondere bepaling.

De tegenwoordige wet wordt slechts
verplichtend den zestigsten dag na dien
harer bekendmaking.

Gegeven te Laken, den 14^e Maart 1904.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 MAART 1904.

Ontwerp van wet tot wijziging der proceduur in echtscheidingszaken.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp dat de Regeering de eer heeft U ter overweging aan te bieden, is, behoudens eenige hertoetsing, het werk van de bijzondere Commissie belast met het voorbereiden der maatregelen tot bespoediging der rechtzaken (1).

Aan de regelen der thans bestaande proceduur in echtscheidingszaken brengt het twee voorname wijzigingen :

1^o Krachtens artikel 253 van het Burgerlijk Wetboek hebben thans de onderzoeken vóór de rechtbank plaats; zij zullen, volgens het ontwerp, voortaan door een aangestelden rechter opgenomen worden.

2^o Na hunne eerste verschijning vóór den voorzitter der rechtbank zal, indien die verschijning niet tot verzoening leidde, den echtgenooten een proeftijd van zes maanden worden opgelegd, vooraleer de proceduur te mogen voortzetten.

Niet nieuw is de gedachte de rechtbanken van een deel hunner huidige taak te ontlasten, mits de onderzoeken in echtscheidingszaken door een aangestelden rechter te doen opnemen, zooals gebeurt in de proceduur voor gewone zaken.

(1) De Commissie bestaat uit de Heeren VAN ISEGHEM, raadsheer in het Hof van Verbreking, Voorzitter; CHARLES, raadsheer in het Hof van beroep te Brussel; SERVais, advocaat-generaal bij het Hof van beroep te Brussel; STEYAERT, voorzitter der Burgerlijke rechtbank te Gent; HUyTTENS DE TERBECCQ, Procureur des Konings te Luik; CAMPIONI, vrederechter te Brussel; VAN DIEVOET, advocaat aan het Hof van Verbreking; REMY, algemeen bestuurder aan het Ministerie van Justitie, en DE LANNOY, overste van het bureel van Statistiek, Secretaris.

Eene hervorming in dien zin bedoelden een eerste wetsontwerp waarvan de Regeering het initiatief nam en dat der Kamer aangeboden werd den 5ⁿ April 1892, verder een wetsvoorstel (30 Juni 1896), uitgaande van de Heeren Heuse, Theodor en Magnette.

Die ontwerpen verdwenen van de dagorde vooraleer besproken te zijn geweest, ten gevolge van Kamerontbindingen; maar, bij den Senaat, op zijne beurt, werd het vraagstuk aanhangig gemaakt, door aanbieding van een nieuw voorstel van de Heeren Picard en Bara.

Bij de Commissie van Justitie vond het een gunstig onthaal; het verslag dier Commissie bevat, omtrent de gepastheid van het voorstel, enkele beschouwingen die aan gewicht niets hebben verloren.

« Het Burgerlijk Wetboek, leest men in dat verslag, heeft eene bijzondere wijze van instructie ingericht, waar het de rechtbank die het echtscheidingsgeding te behandelen heeft, den plicht opdraagt de verklaringen der getuigen te hooren, verklaringen die schriftelijk worden opgemaakt en waarvan proces-verbaal gehouden wordt.

» Sinds lang werd op de bezwaren dier proceduur de aandacht gevestigd; allen zijn het erover eens hoe betreurlijk het is dat gansche Kamers eener rechtbank belast zijn met de zorg eener verrichting van instructie, die, met alle wenschelijke waarborgen, vóór een enkel magistraat, door den griffier bijgestaan, kan gedaan worden. De aanwezigheid van drie rechters is vrij onnoodig, vermits de twee bijzitters van den voorzitter der Kamer eene lijdelijke rol hebben.

» De tijd van die twee magistraten kon op voor de rechtsbedeeling meer nuttige wijze besteed worden. »

Toch werd het voorstel door den Senaat verworpen, niet wjl bij dezes practische voordeelen, met het oog op den geregelden gang der rechtzaken, miskende, maar uit hoofde van beschouwingen die verband hielden met den algemeen en staat onzer wetgeving rakende de echtscheiding.

Uit de bespreking waarvan het voorstel der Heeren Picard en Bara de aanleiding veeleer dan het doel was, blijkt, inderdaad, dat de hooge vergadering, getroffen door het onrustbarend aangroeien van het aantal der verzoeken om echtscheiding sinds enkele jaren, getroffen ook door het feit dat de echtscheiding onder den werkenden stand meer en meer ingang vond, van meening was dat de herziening der proceduur op de enkwesten moest samengaan met het treffen van maatregelen ter voorkoming van onbedachte echtscheidingen, die hun oorzaak vinden in een vlag van ergernis of in gevoelens van verbittering, welke de tijd bedaren kan.

De Heer Volksvertegenwoordiger Destrée bood der Kamer op 3 April 1901 een wetsvoorstel aan van denzelfden aard als dat van de Heeren Picard en Bara. Dat voorstel wordt thans door eene bijzondere Commissie onderzocht ⁽¹⁾.

Naar het oordeel der Regeering, eischt het belang der rechtsbedeeling dat

(1) *Bijzondere Commissie* : de Heeren De Cocq, Dohet, Harmignie, Hymans, Denis, Raemdonck, Mabilie.

tot het gewone recht worde teruggekeerd en dat de getuigen gehoord worden door een door de rechtbank aangestelden rechter. Te meer daar dikwijls thans, onder de magistraten die over de echtscheiding uitspraak te doen hebben, er slechts een enkele is die tijdens het enkwest zitting heeft gehad.

Maar de Regeering is ook van meening dat men eene spoedproceduur te vermijden heeft waarbij de echtgenooten zich door hunne gemoedsbewegingen zouden laten meeslepen, en die hun den noodigen tijd niet gunnen zou om met de gewenschte kalmte en rijpheid de onherroepelijke gevolgen te overwegen van het door hen begonnen geding.

Door die beweegreden is de tweede voorname wijziging ingegeven welke het ontwerp aan de huidige proceduur toebrenge.

Voortaan, wanneer de bij artikel 259 van het Wetboek voorziene poging tot verzoening vóór den voorzitter niet tot toenadering heeft geleid, zal, krachtens de wet, een wachttijd van zes maanden den echtgenooten, vóór alle verdere proceduur-akte, worden opgelegd. Die termijn zal alleen kunnen verkort worden bij een gemotiveerd bevel door den voorzitter op verzoek van eene der partijen gegeven, wanneer die partij redenen van buitengewoon gewicht heeft aangevoerd. In geen geval mag de termijn tot minder dan twee maanden worden verkort.

Voor het meerendeel der gevallen schijnt het voldoende een proef- en bedenktijd van zes maanden op te leggen: zoo, na dien tijd, de oneenigheid voortduurt, dan heeft zij, waarschijnlijk, dieper liggende oorzaken, waaraan onbedachtzaamheid of gemoedsgisting geen overwegend deel meer hebben.

De verdere bepalingen van het ontwerp zijn slechts van bijkomend belang en houden verband met de twee reeds besproken punten.

Gedurende den proeftijd kan er moeten beslist worden omtrent de hoede der kinderen, de voorloopige verblijfplaats der echtgenooten en de aanvragen om uitkeering van onderhoud.

Er kan niet aan gedacht worden gedurende dit tijdperk de artikelen 267 en volgende van het Burgerlijk Wetboek toe te passen. Ook wordt door het ontwerp aan den voorzitter opgedragen, zoolang de proeftijd duurt, over die aanvragen te beslissen.

Het bevel tot verkorting van dien proeftijd en de beslissingen over de voorloopige aanvragen zijn niet vatbaar voor beroep. De voorzitter weet hoe de partijen gestemd zijn; hij kan het best de vraag beslechten of er kans is dat verzoening zal tot stand komen.

Uit aanmerking van het bij uitstek voorloopige karakter van de beslissingen door den voorzitter getroffen omtrent het verblijf der echtgenooten, de hoede der kinderen en de uitkeering van onderhoud, mag gezegd worden dat het geschilpunt niet van zoo hoog belang is dat den partijen zou moeten toegestaan worden in beroep te komen. Overigens dienen de aanleidingen tot beroep niet zonder noodwendigheid te worden vermenigvuldigd.

In echtscheidingszaken worden de voorloopige aanvragen bij dagvaarding gedaan; vóór den voorzitter dient die proceduur behouden.

Nog zij terloops de aandacht gevestigd op twee bepalingen die betrekking hebben op het houden der onderzoeken. In het huidig recht vinden de door

een aangestelden rechter opgenomen onderzoeken buiten de aanwezigheid van het openbaar ministerie plaats. terwijl dezes aanwezigheid vereischt is bij enkwesten in echtscheidingszaken. Al wat die kiesche zaken aangaat, wordt door het Wetboek als zijnde van openbare orde beschouwd, en het onderhavig wetsontworp moet te dien opzichte geene verandering invoeren. Daarom wordt in artikel 233 de aanwezigheid van het openbaar ministerie bevolen.

Hetzelfde artikel laat den rechter toe de getuigen tegenover elkander te stellen, iets wat hem tot heden niet toegelaten was. Dit vermogen is de regel in strafzaken en daarvan gebruik maken kan zijn nut hebben in echtscheidingszaken, waarbij de getuigen het vaak oneens zijn of schijnen te zijn omtrent punten van aanbelang.

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut :

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

L'article 250 du Code civil est abrogé.

Les articles 259, 252, 253 et 256 du même Code sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 259. — Au jour indiqué, le juge fera aux deux époux, s'ils se présentent, ou au demandeur s'il est seul comparant, les représentations qu'il croira propres à opérer un rapprochement.

S'il ne peut y parvenir, une période d'épreuve de six mois sera imposée aux époux. Toutefois le juge pourra, sur la demande de l'un d'eux faite séance tenante, abréger cette période par une ordonnance motivée, sans néanmoins pouvoir la réduire à une durée inférieure à deux mois.

A la date fixée par le juge, les parties ou le demandeur se présenteront de nouveau devant lui; s'il ne parvient pas à opérer un rapprochement, il en dressera procès-verbal et ordonnera la communication de la demande et des pièces au ministère public et le référé du tout au tribunal.

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Artikel 250 van het Burgerlijk Wetboek is ingetrokken.

De artikelen 259, 252, 253 en 256 van hetzelfde Wetboek zijn door de volgende bepalingen vervangen :

ART. 259. — Ten gestelden dage houdt de rechter den echtgenooten, indien beiden zich aanbieden, of den eischer, indien hij alleen verschijnt, zoodanige bedenkingen voor, als hij gepast oordeelt om eene toenadering tot stand te brengen.

Zoo hij daarin niet gelukt, wordt den echtgenooten een proeftijd van zes maanden opgelegd. Evenwel kan de rechter, op dadelijk door een hunner gedaan verzoek, dien proeftijd door een gemotiveerd bevel verkorten, zonder hem nogtans tot minder dan twee maanden te mogen verminderen.

Op den door den rechter gestelden dag, bieden de partijen of de eischer zich opnieuw vóór hem aan; gelukt de rechter er niet in eene benadering tot stand te brengen, dan maakt hij daarvan proces-verbaal op en beveelt de mededeeling van den eisch en de stukken aan het openbaar ministerie en het verslag over het geheel aan de rechtbank.

Le juge pourra statuer, pour la durée du temps d'épreuve, sur la résidence provisoire des époux, la garde des enfants et les demandes en pension alimentaire.

Les décisions prises par le juge en vertu du présent article ne sont pas susceptibles d'appel.

Les demandes provisoires sont introduites par assignation.

Art. 252. — Tout jugement qui admettra une preuve testimoniale contiendra la nomination du juge devant qui l'enquête sera faite et dénommera les témoins qui seront entendus.

Art. 253. — Les dépositions des témoins seront reçues à huis clos par le juge commis, en présence du ministère public, des parties et de leurs conseils ou amis, jusqu'au nombre de trois de chaque côté.

Le juge commis pourra confronter les témoins soit d'office, soit à la requête d'une des parties.

Les enquêtes se feront suivant les règles prescrites au titre XII, livre II, 1^{re} partie, du Code de procédure civile, relatif aux enquêtes, à moins qu'il n'y soit dérogé par les dispositions du présent chapitre.

Art. 256. — Après la clôture des deux enquêtes ou de celle du demandeur si le défendeur n'a pas produit de témoins, la partie la plus diligente poursuivra l'audience sur un simple acte. Le tribunal renverra les parties à l'audience publique, dont il indiquera le jour et l'heure; il ordonnera la communication de la procédure au ministère public et commettra un rapporteur. Cette ordonnance sera signifiée au défendeur, à la requête du demandeur, dans le délai qu'elle aura déterminé.

Disposition transitoire.

Les instances en divorce dans lesquelles la comparution personnelle des parties

Voor den duur van den proeftijd kan de rechter beslissingen treffen wat aangaat de tijdelijke verblijfplaats der echtgenooten, de hoede der kinderen en de aanvragen om uitkeering tot onderhoud.

De door den rechter krachtens dit artikel getroffen beslissingen, zijn niet vatbaar voor hooger beroep.

De voorloopige aanvragen worden bij dagvaarding gedaan.

Art. 252. — In alle vonnis dat bewijs door getuigen toelaat, wordt de rechter benoemd vóór welken het onderzoek zal plaats hebben en worden de te hooren getuigen vermeld.

Art. 253. — De verklaringen der getuigen worden met gesloten deuren ontvangen door den aangestelden rechter in de aanwezigheid van het openbaar ministerie, van de partijen en van hare raden of vrienden, tot een getal van drie van weerskanten.

De aangestelde rechter mag de getuigen tegenover elkander stellen hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van eene der partijen.

De onderzoeken geschieden volgens de regelen gesteld in titel XII, boek II, 1^{ste} deel, van het Wetboek van Burgerlijke rechtspleging, betreffende de onderzoeken, tenzij door de bepalingen van dit kapittel daarvan afgeveken zij.

Art. 256. — Na het sluiten van beide onderzoeken of van dat van den eischer, indien de verweerder geene getuigen heeft voorgebracht, wordt door de meest gereede partij op eene eenvoudige akte het geding voortgezet. De rechtbank verwijst de partijen naar de openbare terechtzitting waarvan zij dag en uur bepaalt; zij beveelt de mededeeling der stukken van het geding aan het openbaar ministerie en stelt een verslaggever aan. Dit bevel wordt binnen den daarin bepaalden tijd op aanvraag van den eischer aan den verweerder beteekend.

Overgangsbepaling.

Op de eischen tot echtscheiding waarin de persoonlijke verschijning van partijen

devant le tribunal a eu lieu, ne seront pas soumises aux dispositions de la présente loi.	vóór de rechtbank reeds geschied is, zijn de bepalingen van de tegenwoordige wet niet van toepassing.
--	---

Disposition spéciale.

La présente loi ne sera obligatoire que le
soixantième jour après celui de sa publi-
cation.

Donné a Laeken, le 14 mars 1904.

Bijzondere bepaling.

De tegenwoordige wet wordt slechts
verplichtend den zestigsten dag na dien
haar bekendmaking.

Gegeven te Laken, den 14ⁿ Maart 1904.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WIGE :

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.

